



Conseil de sécurité – débat ouvert CAAC

New York, le 26 juin 2024

Déclaration lue par Riccarda Chanda,
Chargée d'Affaires a.i. de la Suisse

Monsieur le Président,

Je vous remercie pour l'organisation de ce briefing. Mes remerciements s'adressent également à l'ancien Secrétaire général Ban Ki-Moon, à la représentante spéciale du Secrétaire général, Madame Gamba, et au Directeur exécutif adjoint de l'UNICEF, Monsieur Chaiban, pour leurs exposés. Nous remercions également Janvier pour son témoignage fort.

Monsieur le Président,

Il n'y a pas de deuxième chance pour une enfance. Dans de nombreux conflits armés, des enfants craignent pour leur vie au moment même où nous sommes réunis ici. Leur mort est inacceptable. Et leur survie est trop souvent accompagnée d'expériences traumatisantes qui resteront gravées dans leur corps, leur mémoire et leurs actions pour le reste de leur vie.

La Suisse est profondément alarmée par la situation effroyable des enfants dans de nombreux contextes. Le rapport du Secrétaire général, pour lequel nous présentons nos remerciements, dresse un tableau sombre dont font partie le recrutement et l'utilisation d'enfants à grande échelle au Myanmar et en RDC ; l'enlèvement et le meurtre d'enfants en Israël et dans le nord du Nigeria ; le nombre inconcevable d'enfants tués et mutilés à Gaza et au Soudan ainsi que l'accès humanitaire nettement insuffisant dans ces deux contextes ; les attaques contre des écoles et des hôpitaux au Myanmar et en Ukraine où la violence, y inclus la violence sexuelle, des gangs à Haïti.

Avec le plus grand nombre de violations graves jamais vérifiées, soit une augmentation de presque un quart par rapport à l'année dernière, il n'y a pas d'autre façon de le dire : nous manquons collectivement à nos devoirs envers les enfants. Ceci doit changer. Je vais esquisser trois pistes d'action :

Premièrement, il est temps de redoubler et réaffirmer notre soutien à l'agenda « enfants et conflits armés » du Conseil de sécurité. Les outils issus des treize résolutions pertinentes peuvent amener des changements de comportement positifs et doivent continuer d'être appliqués de manière indépendante, crédible et impartiale. A cet égard, nous prenons note des nouvelles entrées dans l'Annexe du rapport. Nous appelons toutes les parties listées à prendre un engagement significatif avec les Nations Unies afin de prévenir et mettre fin à toutes les violations graves. Le mécanisme de surveillance et de communication de l'information reste l'épine dorsale de l'agenda. La Suisse le soutient financièrement en Syrie et au Yémen.

Enfin il est important que les conclusions du groupe de travail de ce Conseil soient adoptées, tant elles sont essentielles pour permettre des progrès sur place.

Deuxièmement, les retraits des missions de l'ONU ne doivent pas se faire au détriment de la protection des enfants. Nous constatons avec une grande inquiétude que le nombre de violations graves vérifiées a soit stagné, soit augmenté dans plusieurs contextes de transition, comme par exemple en RDC. Les équipes de pays de l'ONU doivent être en mesure de poursuivre des activités de protection et surveillance pertinentes pendant et après des transitions. Il est donc de notre devoir de veiller à ce que les mandats de transition prennent cela en compte. La Suisse contribue en finançant UNICEF ou en détachant des spécialistes de la protection des enfants auprès des agences des Nations unies – par exemple au Mali suite au retrait de la MINUSMA.

Troisièmement, la tendance à la hausse des cas vérifiés de meurtres, de mutilations et d'attaques contre les écoles et les hôpitaux ainsi que du refus d'accès à l'aide humanitaire doit urgemment être inversée. La Suisse appelle au respect du droit international humanitaire par toutes les parties et en tout temps. Nous rappelons également la résolution 2730 adoptée par ce Conseil le mois dernier sur la protection du personnel onusien et humanitaire, qui inclut celles et ceux qui travaillent pour la protection de l'enfance. De plus, nous encourageons tous les États à signer et à mettre en œuvre la déclaration sur la sécurité dans les écoles. Le droit à l'éducation doit être garanti. Dans cet objectif, la Suisse continuera à financer le fond *Education Cannot Wait*.

Monsieur le Président,

La paix et le respect du droit international sont la meilleure protection pour les enfants. Notamment, le droit international humanitaire, les droits humains et le droit international des réfugiés doivent être respectés. A cet égard, nous appelons également les États membres à ratifier le protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés.

Parallèlement, en tant que membre de ce Conseil, nous devons redoubler d'efforts pour trouver et soutenir des solutions politiques aux conflits et pour les prévenir.

« L'humanité doit à l'enfant ce qu'elle a de meilleur à lui donner », a dit l'humanitaire et fondatrice de « Save the Children », Eglantyne Jebb.

Il est temps que nous, qui en avons les moyens et la responsabilité, intensifions nos actions pour protéger les filles et garçons qui construiront nos sociétés de demain.

Je vous remercie.

Unofficial Translation

Mr. President,

Thank you for organizing this briefing. I would also like to thank former Secretary-General Ban Ki-Moon, the Special Representative of the Secretary-General, Ms Gamba, and the Deputy Executive Director of UNICEF, Mr Chaiban, for their presentations. We also thank Janvier for his powerful testimony.

Mr. President,

There is no second chance for childhood. At the moment we meet here, in many armed conflicts children fear for their lives. Their death is unacceptable. And their survival is too often accompanied by traumatic experiences that will remain engraved in their bodies, memories and actions for the rest of their lives.

Switzerland is deeply alarmed by the appalling situation of children in many contexts. The Secretary-General's report, for which we would like to express our thanks, paints a bleak picture, including the large-scale recruitment and use of children in Myanmar and the DRC; the abduction and murder of children in Israel and northern Nigeria; the inconceivable number of children killed and maimed in Gaza and Sudan, and the far insufficient humanitarian access in both contexts; the attacks on schools and hospitals in Myanmar and Ukraine; or the violence, including sexual violence, of gangs in Haiti.

With the highest number of grave violations ever verified - an increase of almost a quarter from last year – there is no other way to say it: we are collectively failing our duties to children. This must change. I'm going to outline three courses of action:

Firstly, it's time to redouble and reaffirm our support for the Security Council's "children and armed conflict" agenda. The tools established by the thirteen relevant resolutions can bring about positive changes in behavior, and must continue to be applied in an independent, credible and impartial manner. In this respect, we take note of the new entries in the report's Annex. We call on all listed parties to engage meaningfully with the United Nations to prevent and end all grave violations. The monitoring and reporting mechanism remains the backbone of the agenda. Switzerland supports it financially in Syria and Yemen. Finally, it is important that the conclusions of this Council's working group are adopted, as they are essential for progress on the ground.

Secondly, the withdrawal of UN missions must not be at the expense of child protection. We note with great concern that the number of verified grave violations has either stagnated or increased in several transitional contexts, such as the DRC. UN country teams must be able to continue relevant protection and monitoring activities during and after transitions. It is therefore our duty to ensure that transition mandates take this into account. Switzerland contributes by funding UNICEF or by seconding child protection specialists to UN agencies – as for example in Mali, following the withdrawal of MINUSMA.

Thirdly, the rising trend in verified cases of killing, maiming and attacks on schools and hospitals, as well as the denial of humanitarian access, must be urgently reversed. Switzerland calls for international humanitarian law to be respected by all parties at all times. We also recall Resolution 2730 adopted by this Council last month on the protection of UN and humanitarian personnel, which includes those working to protect children. We also encourage all states to sign and implement the Safe Schools Declaration. The right to education must be guaranteed. To this end, Switzerland will continue to finance the *Education Cannot Wait* fund.

Mr. President,

Peace and respect for international law are the best protection for children. In particular, international humanitarian law, human rights and refugee law must be respected. In this respect, we also call on member states to ratify the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict.

At the same time, as a member of this Council, we must redouble our efforts to find and support political solutions to conflicts, and to prevent them.

"Humanity owes to the Child the best it has to give," said humanitarian and founder of Save the Children, Eglantyne Jebb. It's time for us, who have the means and the responsibility, to intensify our actions to protect the girls and boys who will build our societies of tomorrow.

Thank you.